

# La famille à l'horizon 2020

Sous la direction de GILLES PRONOVOST,  
CHANTALE DUMONT et ISABELLE BITAUDEAU  
avec la collaboration d'ÉLIZABETH COUTU

2008



**Presses de l'Université du Québec**  
Le Delta I, 2875, boul. Laurier, bur. 450  
Québec (Québec) Canada G1V 2M2

# Mutation du niveau de vie des familles québécoises

Simon LANGLOIS

*Département de sociologie, Université Laval*

Nous proposons dans les pages qui suivent de mettre au jour une étude réalisée pour le deuxième symposium québécois de recherche sur la famille, tenu en 1993 (Langlois, 1994). Nous avons alors observé que les jeunes familles des années 1990 avaient plus de difficulté que celles des générations précédentes à accéder au niveau de vie de la classe moyenne, que la situation économique relative des familles avec enfants présents au foyer s'était détériorée par rapport aux autres types de ménages et que la distance qui sépare les familles à faibles revenus et à revenus élevés s'était accentuée au fil des ans. Les recherches menées dans les années 1980 avaient par ailleurs révélé l'existence d'une plus grande variation des formes de vie familiales qui a bien été documentée au fil des ans par la publication des symposiums sur la famille, animés par le sociologue Gilles Pronovost.

Comment la situation a-t-elle évolué depuis les années 1990? Que réserve l'avenir immédiat, thème du présent ouvrage? Pour répondre à cette question, nous proposons de reprendre les analyses effectuées il y a quinze ans, ce qui permettra de jeter un éclairage sur les tendances qui se dessinent. Depuis la publication de notre travail en 1994, de nombreuses mesures fiscales et plusieurs politiques sociales ont été adoptées en faveur des familles. Ainsi, l'État fédéral accorde une aide universelle aux enfants (1 200 \$ par année par enfant en 2008) et l'État québécois a de son côté mis en place un réseau de garderies subventionnées et un système de congés parentaux, autant de mesures qui ont

eu une influence sur le niveau de vie réel des familles avec enfants présents au foyer. Par ailleurs, le marché du travail est en mutation, ce qui n'est pas sans avoir eu aussi une incidence sur le niveau de vie: le taux de chômage est en baisse et l'entrée des jeunes diplômés sur le marché de l'emploi est plus facile qu'il y a vingt ans, dans le contexte où des pénuries de main-d'œuvre commencent à se manifester. Le niveau de vie des familles dépend en effet d'un ensemble complexe de facteurs qu'il importe de distinguer. La composition de la famille (nombre d'enfants, nombre de pourvoyeurs), les revenus de marché mais aussi la fiscalité doivent plus que jamais être pris en compte pour en étudier l'évolution dans le temps.

Nous dégagerons d'abord l'évolution de deux indicateurs privilégiés, les revenus disponibles et le niveau de vie des familles québécoises, puis nous aborderons la question de l'accès à la classe moyenne des familles avec enfant(s) présent(s). Observe-t-on le même déclassement qui avait été noté dans les années 1990? Suivra un examen de la question sous l'angle des rapports entre les générations<sup>1</sup>.

### REVENUS DISPONIBLES ET NIVEAU DE VIE DES FAMILLES QUÉBÉCOISES

Rappelons que la longue stagnation qui a caractérisé l'évolution des revenus de marché des individus et des familles pendant les années 1980 s'est arrêtée vers le milieu des années 1990. Cette stagnation a duré au total une bonne vingtaine d'années, dans la plupart des sociétés industrialisées, ce qui a représenté tout un contraste avec la forte croissance des trente glorieuses (1945-1975). Au Québec, les revenus tirés du marché - revenus de travail surtout, mais aussi revenus de placement - ont renoué avec la croissance réelle au cours des dix dernières années pour lesquelles les données sont disponibles. Ces observations sont maintenant connues et nous nous attarderons plutôt à l'étude de la situation des familles et des couples sans enfant présent.

Trois indicateurs classiques ont été retenus: les revenus moyens de marché, les revenus disponibles et les dépenses pondérées (niveau de vie) des familles québécoises. Nous allons couvrir une période assez longue afin de mettre en perspective les évolutions temporelles, soit de

1. L'auteur tient à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour l'aide apportée à la réalisation de ses recherches ainsi que Catherine Poulin, assistante de recherche au Département de sociologie de l'Université Laval, pour la manipulation des données statistiques.

TABLEAU 1

Moyenne du revenu disponible total (en dollars constants de 2004)  
selon la composition des ménages, Québec, 1978 à 2004

Type de ménage	1986	1996	2000	2004	Écart (%) 2004/1986
Couple sans enfant	40 554	41 124	42 685	42 756	105,4
Double revenu	52 094	51 159	55 312	52 386	100,6
Un revenu	31 595	33 712	33 602	34 464	109,1
Deux inactifs	25 511	30 988	28 228	29 450	115,4
Famille avec enfants	53 906	56 113	55 820	63 897	118,5
Double revenu	60 003	61 302	61 720	67 262	112,1
Simple revenu	45 940	44 383	42 837	51 458	112,0
Famille monoparentale	27 324	30 609	34 223	35 214	128,9
Total (tous les ménages de 2 personnes ou plus)	46 766	47 042	47 652	51 813	110,8

Source: Microdonnées de l'enquête sur les dépenses des familles de Statistique Canada;  
calcul de l'auteur.

1986 à 2004 (et même 1978 pour l'étude de la classe moyenne). Les données proviennent de l'enquête sur les dépenses des familles et nous avons travaillé à partir des microdonnées de Statistique Canada<sup>2</sup>.

L'indicateur « revenus disponibles » des familles présente plusieurs avantages, car il inclut toutes leurs ressources monétaires, y compris les paiements de transferts, mais aussi parce qu'il prend en compte les crédits fiscaux et exclut les impôts directs payés à l'État. Le revenu disponible indique donc l'ensemble des ressources dont disposent les ménages pour consommer les biens et services marchands nécessaires à leur bien-être.

Les données contenues dans le tableau 1 confirment la reprise à hausse de la croissance réelle du revenu disponible dans les années 2000 dans l'ensemble des ménages. Cette observation est cependant trop générale, aussi avons-nous isolé différents types de familles afin de séparer des couples sans enfant, dont le nombre va croissant avec l'arrivée des baby-boomers à la phase du nid familial vide. Ainsi, les familles avec enfants ont connu une augmentation de leurs revenus

Cette analyse sera plus complète que celle effectuée en 1993, car nous avons alors dû travailler avec des données incomplètes et notamment, pour certains aspects étudiés, avec des données ne portant que sur les grandes villes. Nous avons maintenant accès aux fichiers représentatifs de toutes les familles québécoises.

disponibles dans les années 2000, plus importante que dans l'ensemble des ménages et plus importante aussi que la hausse notée dans les couples sans enfant présent, tant dans les familles comptant deux pourvoyeurs que dans celles qui n'en ont qu'un seul.

Les familles monoparentales ont au total des revenus plus bas. Ces dernières sont dans une situation structurelle moins avantageuse que les autres types de familles parce qu'elles ne comptent qu'un seul pourvoyeur, dans une société qui exige de plus en plus l'apport de deux revenus pour avoir accès au panier de consommation de la classe moyenne, L'État a cependant pris en compte leur situation particulière sur le plan de la fiscalité afin de hausser leurs revenus réels à un niveau qui comblerait une partie des écarts observés sur le marché entre les types de ménages, dans le but notamment d'aider les enfants qui sont élevés dans ce type de famille. L'analyse des revenus montre que ces choix politiques ont eu une certaine efficacité.

On observe en effet un changement important dans les années 1990 et 2000, soit la croissance marquée des revenus disponibles des familles monoparentales, par comparaison avec les décennies précédentes (+ 28,9% entre 1986 et 2004). Outre les politiques fiscales, d'autres facteurs ont contribué à l'amélioration tendancielle des revenus des familles monoparentales. Il est bien connu que les personnes à la tête de ces dernières sont encore en majorité des femmes. Or celles-ci sont maintenant mieux préparées que les femmes des cohortes précédentes à occuper des emplois salariés ou à exercer des fonctions professionnelles comme travailleuses autonomes, ce qui se reflète dans les revenus de marché plus élevés des familles monoparentales dans les années 2000. De même, les nouvelles normes juridiques en cas de divorce protègent maintenant mieux les revenus des familles monoparentales - notamment par la perception automatique des pensions alimentaires.

Une autre donnée confirme l'amélioration relative de la position socioéconomique des familles monoparentales. En 1986, leur revenu moyen disponible représentait 59,5% de celui des familles (couples) à un seul revenu avec enfant présent; cette proportion est grimpée à 68,4% en 2004, soit une réduction d'écart non négligeable.

La mesure des niveaux de vie est différente du revenu disponible car elle est construite à partir des dépenses totales du ménage, divisées par le nombre pondéré de membres (échelle d'équivalence). L'échelle adoptée est la suivante: nous donnons le poids 1 au premier adulte, 0,8 aux autres adultes et aux adolescents âgés de 16 et 17 ans, 0,5 aux enfants âgés de 5 à 15 ans et 0,4 aux enfants de 0 à 4 ans. Les dépenses par unité (plutôt que le revenu disponible) caractérisent le niveau de

vie de la famille pendant une année donnée. Elles se différencient des revenus parce qu'elles excluent l'épargne mais incluent les emprunts courants qui soutiennent la consommation marchande. Les services et biens en nature offerts directement par l'État, bien qu'ils contribuent au niveau de vie des ménages - services de garde subventionnés, médicaments et soins médicaux gratuits, logements subventionnés -, ne sont pas pris en considération.

L'analyse montre nettement que les familles avec enfant - qu'elles disposent d'un seul ou de deux revenus, ou encore qu'elles soient monoparentales - ont connu une hausse marquée de leur niveau de vie réel, plus prononcée que celle observée dans l'ensemble des ménages (tableau 2). Cela confirme l'efficacité des diverses mesures prises depuis dix ans en faveur de la famille au Québec, notamment par le biais de la fiscalité provinciale et par l'apport d'allocations universelles données par le gouvernement fédéral (1 200 \$ par enfant par année, par exemple). Le résultat mérite d'être souligné car l'État providence est souvent évalué de manière pessimiste dans les débats publics. Or les données portant sur une dizaine d'années indiquent au contraire que l'intervention étatique en faveur des familles a été efficace et qu'elle a contribué à la hausse de leur niveau de vie réel.

TABLEAU 2

Moyenne du niveau de vie des ménages  
(dépenses pondérées par le nombre de membres, en dollars constants de 2004),  
Québec, 1986 à 2004.

Type de ménage	1986	1996	2000	2004	Écart (%) 2004/1986
Couple sans enfant	21 439	20 980	22 557	22 775	106,2
Double revenu	26 918	25 171	28 686	26 673	99,1
Un revenu	17 186	17 885	18 147	26 673	155,2
Deux inactifs	14 046	16 667	15 495	17 063	121,5
Famille avec enfants	18 704	18 536	19 625	23 078	123,4
Double revenu	20 976	20 118	21 391	26 683	127,2
Simple revenu	15 736	14 960	15 738	20 840	132,4
Famille monoparentale	14 983	16 987	19 365	18 890	126,1
Total (tous les ménages à 2 personnes ou plus)	19 123	19 277	20 602	22 539	117,9

Source: Microdonnées de l'enquête sur les dépenses des familles de Statistique Canada; calcul de l'auteur.

## LA TAILLE DE LA CLASSE MOYENNE SE MAINTIENT

L'hypothèse du déclin de la classe moyenne a été largement débattue dans les années 1980 et 1990. En fait, cette hypothèse avait d'abord été formulée pour caractériser l'évolution des revenus individuels car les résultats étaient moins clairs lorsqu'on étudiait les données portant sur les ménages et les familles, notamment parce que la présence plus marquée des mères sur le marché du travail permettait aux familles de compenser en partie cette diminution des revenus réels des salariés.

Dans notre analyse précédente, nous avons observé empiriquement un déclassement d'une fraction de la classe moyenne, « un glissement vers le bas d'un certain nombre de familles incapables de maintenir leurs revenus au même niveau entre 1969 et 1990 » (Langlois, 1994, p. 24). Les changements observés entre ces deux années avaient touché surtout les échelons inférieurs des classes moyennes en termes de revenus disponibles, soit jusqu'au sixième décile environ. Ce sont les familles aux revenus les plus modestes qui avaient eu le plus de mal à maintenir leur place dans la classe moyenne. Nous avons ensuite attribué cette difficulté à un effet de génération, en notant que c'étaient surtout les jeunes familles qui avaient éprouvé cette difficulté.

Qu'en est-il au milieu des années 2000? Peut-on encore parler de déclin du centre, de déclassement ou de glissement vers le bas d'une fraction de la classe moyenne québécoise? Pour répondre à cette question, nous utiliserons une mesure connue de la classe moyenne, soit la proportion de familles qui avaient un revenu total disponible se situant entre les trois quarts et une fois et demi la médiane. La frontière plus étendue à droite tient compte de l'asymétrie de la distribution des revenus en haut de l'échelle. Cette mesure non technique donne une bonne approximation de la taille de la classe moyenne qui converge avec les estimations faites à partir de mesures plus sophistiquées sur le plan statistique. Nous avons d'abord étudié l'ensemble des ménages de deux personnes ou plus depuis 1978 (tableau 3), puis seulement les familles avec enfants présents (tableau 4). Quatre constats se dégagent de cette analyse de l'évolution survenue ces dernières années.

Premièrement, l'examen du revenu total montre qu'il y avait bien eu déclin du centre dans les années 1980 au profit d'une augmentation de la proportion de ménages classés en bas de 75 % de la médiane et classés en haut de cette dernière (150 % et plus) (tableau 3). Cette donnée vaut pour l'ensemble des ménages.

Un deuxième résultat porte cette fois sur l'évolution dans le temps, des années 1990 aux années 2000. Nos données indiquent clairement que le déclin du centre si souvent discuté sur la place publique a surtout

TABLEAU 3

Distribution autour de la médiane des revenus des ménages selon l'année (1978-2004), Québec, trois types de revenus

	Année	< 75% de la médiane	Entre 75% et 150% de la médiane	> 150% de la médiane	Total (%)	Médiane (\$)
Revenu total	1978	32,5	45,2	22,3	100	17 481
	1986	37,8	33,5	28,8	100	28 240
	1996	37,3	34,1	28,7	100	36 300
	2000	37,9	31,7	30,5	100	38 000
	2004	36,8	34,4	28,8	100	44 000
Revenu disponible	1978	30,7	49,4	19,9	100	14 692
	1986	35,6	39,5	24,9	100	23 424
	1996	34,1	38,7	27,2	100	29 243
	2000	35,7	36,0	28,3	100	21 152
	2004	34,5	38,2	27,3	100	36 059
Revenu disponible par unité	1978	28,7	50,1	21,2	100	6 360
	1986	30,2	48,5	21,3	100	11 015
	1996	26,8	52,1	21,1	100	15 444
	2000	29,2	49,0	21,8	100	16 762
	2004	29,1	49,8	21,1	100	19 965

Source: Microdonnées de l'enquête sur les dépenses des familles de Statistique Canada; calcul de l'auteur.

caractérisé les années 1980, alors que la situation n'a pas beaucoup bougé dans les années 1990 et 2000, une fois le rattrapage effectué vers le milieu des années 1980. Le déclin du centre qui avait tant préoccupé les analystes de la stratification sociale et les intervenants politiques se serait arrêté depuis au moins une quinzaine d'années, mais l'étude de la périodisation précise du phénomène reste à faire.

Troisièmement, les familles avec enfants présents sont cependant plus nombreuses à faire partie de la classe moyenne, des années 1986 à 2004 (tableau 4). Cette observation souligne une fois de plus l'importance des modes de vie dans l'étude de la position sociale au même titre que l'examen de données caractérisant le marché du travail, une sorte de leitmotiv dans nos travaux sur ces questions depuis une trentaine d'années. Le divorce, le départ de la maison pour étudier, la montée du

TABLEAU 4

*Distribution autour de la médiane des revenus des familles avec enfants, selon l'année (1986-2004), Québec, trois types de revenus*

	Année	< 75% de la médiane	Entre 75% et 150% de la médiane	> 150% de la médiane	Total (%)	Médiane (\$)
Revenu total	1986	34,5	47,5	18,0	100	38 534
	1996	32,4	47,3	20,4	100	51 739
	2000	34,5	43,9	21,6	100	54 000
	2004	29,4	51,9	18,7	100	69 000
Revenu disponible	1986	28,9	53,7	17,4	100	29 892
	1996	28,9	54,2	17,0	100	40 800
	2000	30,2	52,9	16,9	100	42 782
	2004	26,6	56,3	17,1	100	55 280
Revenu disponible par unité	1986	26,9	55,1	18,0	100	10 498
	1996	26,4	54,7	18,9	100	15 217
	2000	27,4	55,9	15,0	100	16 758
	2004	28,3	51,8	20,0	100	20 799

Source: Microdonnées de l'enquête sur les dépenses des familles de Statistique Canada, calcul de l'auteur.

mode de vie en solitaire, la mobilité géographique sont autant de facteurs qui encouragent la création de ménages de taille réduite, disposant de revenus plus faibles, ce qui a des incidences sur la proportion de ménages se retrouvant dans cette grande catégorie qu'est la classe moyenne.

Il n'est pas surprenant par conséquent d'arriver à une lecture plus pessimiste sur la taille de la classe moyenne lorsque l'on considère les revenus de l'ensemble des ménages plutôt que ceux des seules familles avec enfant, qui elles sont plus nombreuses à en faire partie. Par contre, lorsqu'on tient compte de la composition des ménages en scrutant l'indicateur niveau de vie (une mesure pondérée), le portrait d'ensemble des ménages apparaît moins pessimiste, puisqu'on retrouve un ménage sur deux au centre de la distribution (dernières lignes du tableau 3). Enfin, la taille de la classe moyenne est plus élevée lorsqu'on examine le revenu disponible. Cela signifie que la fiscalité et les paiements de transfert ont favorisé la croissance du centre par le biais des paiements de transfert et de la fiscalité redistributive.

Le portrait d'ensemble de l'évolution tendancielle de la taille de la classe moyenne québécoise est donc moins marqué par le pessimisme qu'il l'était il y a quinze ans. Ce résultat est important et mérite qu'on s'y attarde en étudiant ce qui en est la cause principale à notre point de vue: l'amélioration de la position relative des jeunes familles sur le plan socioéconomique.

### L'EFFET DE GÉNÉRATION S'ESTOMPE

Les années 1980 et 1990 ont été caractérisées par l'apparition d'un important effet de génération. Plusieurs études ont en effet observé que les jeunes familles avaient vu leur position socioéconomique relative se détériorer par rapport aux familles et aux ménages dont la personne de référence est plus âgée, mais aussi par rapport aux familles du même âge dans les cohortes précédentes, soit les jeunes familles qui avaient connu la période de forte croissance des années 1950 aux années 1970. Les données récentes indiquent-elles une amélioration de l'effet de génération observée dans les années 1980 et 1990?

Une telle question exigerait un long développement, mais, dans les limites étroites de cette contribution, nous pouvons répondre positivement en examinant l'évolution du revenu total disponible et du niveau de vie par tranches d'âges entre 1986 et 2004 (tableau 5). Nous prendrons comme point de référence la classe d'âge des 40-49 ans afin d'étudier la position relative de trois autres classes d'âge par rapport à cette dernière. Plusieurs résultats ressortent de cette analyse.

TABLEAU 5

*Moyenne du revenu total disponible (en dollars constants de 2004)  
et du niveau de vie pour les familles avec enfants,  
selon l'année et l'âge de la personne de référence, Québec, 1978-2004*

	Revenu total disponible				Niveau de vie			
	1986	1996	2000	2004	1986	1996	2000	2004
moins								
30 ans	35 787	31 286	33 370	42 663	15 714	14 029	15 902	23 165
39 ans	46 284	52 700	45 324	54 436	17 852	18 804	17 349	23 303
49 ans	56 742	53 838	54 921	63 124	19 357	18 048	20 531	21 579
64 ans	55 975	51 230	56 532	65 053	18 998	19 291	22 508	22 739

Source: Microdonnées de l'enquête sur les dépenses des familles de Statistique Canada; calcul de l'auteur.

Tout d'abord, on voit nettement que les écarts entre groupes d'âge, qui étaient importants en 1986 et en 1996, ont tendance à se rétrécir dans les années 2000. La situation relative des jeunes ménages par rapport au groupe de référence – qui s'était détériorée pendant une vingtaine d'années – s'est améliorée et il est permis de faire l'hypothèse d'un revirement de tendance en faveur des jeunes ménages. Les nouvelles cohortes ont des revenus réels plus élevés et ils ont comblé une partie de l'écart qui les séparait des autres groupes d'âge. Ensuite, les ménages les plus âgés mais dont les membres sont encore actifs (50-64 ans) ont comblé la distance qui les séparait du groupe de référence. Cela signifie que les nouvelles cohortes de seniors – terme qui désigne les personnes proches de la retraite ou les jeunes retraités – ont de meilleurs revenus que celles qui précèdent.

Troisièmement, la mesure du niveau de vie confirme encore plus nettement le rapprochement entre les classes d'âges. On notera en particulier que les jeunes ménages apparaissent dans une position relative nettement plus favorable en 2004. Ce résultat serait explicable par l'incidence des mesures fiscales et des paiements de transfert qui ont ciblé les ménages les plus jeunes avec enfant, une observation qui confirme l'analyse faite dans la section précédente.

## CONCLUSION

Une conclusion générale s'impose. Il est possible d'avancer qu'un revirement de tendances est observable dans les années 2000 pour caractériser l'évolution des revenus et du niveau de vie des familles au Québec, et en particulier des jeunes familles avec enfants présents. Celles-ci ont connu plus que leur part de difficultés dans les années 1980. Or la fiscalité plus avantageuse et les paiements de transferts, d'un côté, et la hausse des revenus de marché, de l'autre, ont contribué à l'amélioration de la position relative des jeunes familles québécoises. Les mauvaises nouvelles qui les avaient durement touchées à cette époque sont très probablement choses du passé.

L'horizon s'est éclairci pour les jeunes familles dans leur ensemble, grâce d'un côté à l'intervention étatique dont il faut rappeler l'importance et l'efficacité, mais aussi grâce à la mutation du marché du travail qui offre maintenant plus d'ouvertures aux jeunes qui y accèdent dans un contexte tout à fait différent de celui qu'ont connu les générations précédentes au même âge. Moins de jeunes au total se présentent sur le marché, tout en étant par ailleurs mieux formés en moyenne, dans le contexte nouveau de la prise de retraite des premières cohortes de baby-boomers.

Ce contexte autorise à penser que les tendances qui avaient marqué le destin socioéconomique des familles québécoises dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle changent sous nos yeux et que l'horizon est moins sombre pour elles qu'il ne l'a déjà été. Le virage famille qui a caractérisé la fiscalité québécoise depuis une quinzaine d'années a donc porté ses fruits.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bernard, Paul (2007). « Tous égaux? Entrevue avec Paul Bernard », *Revue RND* vol. 105, n° 9, octobre, p. 16-26.
- Bernard, Paul et Johanne Boisjoly (1992). « Les classes moyennes : en voie de disparition ou de réorganisation? », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.) *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 297-334.
- Despo, Stéphane (2007). *L'inégalité de revenu au Québec 1979-2004. Les contributions de composantes de revenu selon le cycle économique*, Québec, Institut de la statistique du Québec, coll. « Conditions de vie », 64 p.
- Anglois, Simon (1994). « Le niveau de vie des familles : déclassement et effet de génération », dans Gilles Pronovost (dir.), *Comprendre la famille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 17-30.
- Myles, John (1987). *L'expansion de la classe moyenne : données canadiennes sur le débat de la déqualification*, Ottawa, Statistique Canada, Direction des études analytiques, n° 9.
- Macot, Garnett, John Myles et Ted Wannell (1990). *Les bons et les mauvais emplois et le déclin de la classe moyenne : 1967-1986*, Ottawa, Statistique Canada, Direction des études analytiques, n° 28.
- Wolfson, Michael C. (1989). *Inequality and Polarization : Is There a Disappearing Middle Class in Canada?*, Ottawa, Statistique Canada.